VENDREDI
3 FÉVRIER 2023
N°2847

JOURNAL D'INFORMATIONS AGRICOLES DE MEURTHE-ET-MOSELLE

le Paysan Lorrain

L'ANALYSE

Néonicotinoïdes : concordance des temps

La Commission européenne a présenté, le 24 janvier, une version révisée de son initiative sur les pollinisateurs adoptée en 2018, dont les nombreuses lacunes avaient plusieurs fois été pointées. La nouvelle version n'apporte pas beaucoup plus de mesures concrètes et leur portée dépendra fortement des discussions en cours sur l'utilisation durable des pesticides, la restauration de la nature ou encore le guide d'évaluation des risques liés aux pesticides. Des propositions qui sont actuellement malmenées. Dans son plan, la Commission européenne prévoit aussi de renforcer sa surveillance des autorisations d'urgence accordées pour les pesticides nocifs pour les pollinisateurs et, si cela est jugé nécessaire, d'évaluer les justifications présentées par les États membres. Mais c'est peut-être la décision que vient de prendre la Cour de Justice de l'UE qui apportera les réponses plus tangibles en vue d'inverser la tendance au déclin des pollinisateurs. La Cour de Justice de l'Union européenne, saisie par des ONG, estime dans son arrêt que l'article 53 du règlement européen sur la mise sur le marché des produits phytosanitaires, qui ouvre la possibilité de dérogation, porte uniquement sur les molécules *«qui ne sont pas couvertes par un règlement d'approbation»*. Or, les néonicotinoïdes tels que la clothianidine et le thiaméthoxame ont été interdits en 2018, en considérant que *«les abeilles couraient des risques aigus élevés»*.

■ CULTURES

Bien implanter le pois de printemps

Lire en page 15

■ RÉGLEMENTATION

Propreté des bovins à l'abattoir

Lire en page 16

AGROÉQUIPEMENTS

La CAL joue la carte AGCO

Virage stratégique pour la filiale Mecavista du groupe CAL, qui distribue, désormais, les marques Fendt et Valtra. Le fruit d'un nouveau partenariat avec le constructeur AGCO. *Lire page 13*

Pierre-Antoine Ferru, DG du groupe CAL et Olivier Didelot, DG de Mecavista, ont levé le voile sur les nouvelles marques, commercialisées depuis le 1er février. (photo : D. R.)

CONGRÈS DE LA FÉDÉRATION NATIONALE BOVINE

L'élevage allaitant en question

Metz accueillait cette semaine le congrès de la Fédération nationale bovine. L'avenir de l'élevage allaitant, encore et toujours à la une. Entre baisse de consommation, décapitalisation et renouvellement des générations. Le défi n'est pas mince. *Lire page 3*

7 JOURS

INNOVATION ARVALIS

L'accès à l'eau, clé pour demain

L'adaptation au changement climatique et aux aléas, au cœur de la journée de l'innovation, d'ARVALIS à Nancy. La question de la ressource en eau se profile avec acuité, sachant que la pluie va redoubler d'intensité en hiver, tout en se faisant plus rare, à la belle saison.

Lire en page 9

■ LOI D'AVENIR

La concertation en marche

Lire en page 4

■ CONCOURS GÉNÉRAL

Les Vignerons du Toulois primés

Lire en page 5

■ COMMUNICATION

Les métiers du Vivant recrutent

Lire en page 6

■ COOPÉRATION

Bruno Didier à la tête d'EMC2

Lire en page 7

■ APAL

L'innovation au service du local

Lire en page 8

■ FONCIER NON BÂTI

Contenir les taux d'imposition

Lire en page 11

CHORALE

Les Chênes prennent racines

Les Chênes en Chœur, la chorale de Bouxières-aux-Chênes, trouve un second souffle. Elle s'est attaché la collaboration d'un nouveau chef, Clément Lagier, à la carte de visite bien nourrie.

Lire en page 24

HEBDOMADAIRE. ISSN : 0755-7027. RÉDACTION & ADMINISTRATION : 5, RUE DE LA VOLOGNE 54520 LAXOU. TÉL. 03 83 93 44 72. MAIL: JOURNAL@PAYSAN-LORRAIN.COM . PRIX 2,25 €.

AGROÉQUIPEMENTS

Le groupe CAL joue la carte AGCO

La Coopérative Agricole Lorraine concrétise le virage stratégique de sa branche agroéquipements. Sa filiale Mecavista distribue désormais les marques Fendt et Valtra depuis le 1er février 2023, selon les termes de son nouveau partenariat avec le constructeur AGCO. Des ambitions réaffirmées, dans la continuité de 60 ans d'histoire au service des adhérents.

L'arrivée de Fendt «fait progresser notre industrie tracteur de 15 %, la portant à 980 unités» précise Olivier Didelot.

La filiale Mecavista, créée au printemps 2022, sera l'architecte de la mise en œuvre du nouveau partenariat.

Dans la partie de poker qui est en train de se jouer sur la table de la redistribution des cartes des marques du machinisme agricole en Lorraine, le groupe Coopérative Agricole Lorraine (CAL) entend jouer ses atouts. En 2022, elle a filialisé son activité agroéquipements, à la demande du constructeur John Deere. Or, il devenait de plus en plus évident, au fil des mois, que le tractoriste américain ne renouvellerait pas son accord avec la coopérative, à l'issue du contrat en cours.

Poursuivre l'histoire

L'échéance du 31 janvier 2023 étant arrivée, Mecavista, la filiale qui gère désormais tous les matériels en dehors du télescopique (pris en compte par une deuxième filiale ManutOne), vient d'officialiser le choix de son nouveau partenaire, le groupe AGCO.

Approché par plusieurs constructeurs, le groupe CAL a fait le choix *«de poursuivre l'histoire, avec de nouvelles marques et de nouvelles ambitions»* argumente Pierre-Antoine Ferru, le directeur général, en poste depuis près d'un an. Le machinisme demeure *«dans les gènes de la CAL : soixante ans de savoir-faire et de savoir être au service des paysans lorrains»*. Ce choix fort du conseil d'administration tranche avec l'option choisie par d'autres coopératives en France, de se séparer entièrement de cette branche, moyennant l'encaissement d'une forte plus-value. Ce bouleversement du paysage de l'agroéquipement régional, probablement inédit par son intensité, du moins sur le territoire national, sera sans nul doute *«observé»* pronostique Pierre-Antoine Ferru *«car il est annonciateur de ce qui se passera demain ailleurs en France»*.

Symboliquement, la route de la CAL bifurque de celle de John Deere, plus de vingt ans après lui avoir concédé l'exclusivité. Déjà une rupture à l'époque, puisque la coopérative se séparait alors de Massey-Ferguson, une marque qui appartient aujourd'hui au groupe AGCO. Mais ce n'est pas celle-là que Mecavista s'apprête à proposer désormais à ses clients…

Fendt et Valtra

Celui qui se définit comme *«un leader mondial dans la conception, la construction et la distribution de solutions agricoles»* confie la commercialisation de ses marques Fendt et Valtra à Mecavista, sur une zone de chalandise qui dépasse l'activité antérieure de celle-ci. *«Un enjeu stratégique»* que mesure Olivier Didelot, le directeur général de Mecavista.

Le périmètre de la marque "Prémium" Fendt recouvre la quasi-intégralité de la Lorraine, à l'exception de deux cantons du nord-meusien et d'un à l'est-mosellan ; un canton bas-rhinois d'Alsace Bossue, une petite dizaine de cantons du nord de la Haute-Saône, tout en intégrant trois cantons à l'est de la Haute-Marne. Cette évolution *«fait progresser notre industrie tracteur de 15 %, la portant à 980 unités»* explicite Olivier Didelot. Elle nécessitera des investissements pour créer de nouvelles bases dans le nord de la Meuse et l'est des Vosges, en plus des 14 déjà existantes sur le secteur.

Pierre-Antoine Ferru s'est attelé à mobiliser des moyens conséquents, en élargissant ses partenariats avec ses financeurs. Une politique, plus, un *«état d'esprit»* qu'il entend généraliser pour concourir au développement de l'ensemble des pôles de l'entreprise : investir dans les Hommes et les outils.

La seconde marque, Valtra, sera distribuée, en grande partie sur le même axe géographique, à l'exception de quelques secteurs déjà pourvus en concessionnaires, ce qui n'était pas le cas du nord lorrain. Mecavista compte bien développer une complémentarité entre ces deux offres correspondant à des segmentations différentes. *«A la réputation reconnue de Fendt, vient s'ajouter une marque extrêmement fiable, aux origines Finlandaises robustes»* assure Olivier Didelot. Une gamme qui pourrait séduire les éleveurs, et pour laquelle Olivier Didelot vise d'entrée une belle part de marché.

Continuité du service

Parallèlement à la mise en œuvre de cette nouvelle donne, Mecavista a prévu *«un plan de continuité du service. Nous avons fait le choix d'accompagner tout matériel vendu jusqu'au 31 janvier 2023»*. Un challenge important à relever, les ventes de tracteurs John Deere ont battu un record historique, avec 31 % de parts de marché en 2022, contre 25 % en moyenne sur la dernière période. Forte de son stock, la CAL a pu livrer ses clients rapidement, dans une conjoncture où les délais de la concurrence pouvaient dépasser six mois. Outre la fourniture en pièces de rechange, Mecavista dote ses équipes techniques des moyens de diagnostic, en les équipant notamment des valises universelles, donnant l'accès aux données de l'ensemble des constructeurs.

Un autre défi sera de reconstituer une double force de vente, pour chacune des marques, une partie des commerciaux ayant été débauchée par la concurrence. Pierre-Antoine Ferru se dit serein sur les recrutements en cours. Du côté des mécaniciens a contrario, *«l'herbe n'est pas forcément plus verte ailleurs, même si ce n'est pas facile de passer d'une marque à l'autre ; restons humbles et soyons focus sur le service aux paysans en priorité, tout en faisant savoir nos savoir-faire»* concède le DG.

Un plan de formation de haut niveau est déjà prévu à leur attention, au centre spécialisé d'AGCO, à Beauvais. Les partenariats avec les marques leaders que sont Horsch, Samson, Pichon, Khun et Kverneland sont confortés dans la nouvelle organisation. Des matériels qui seront proposés en compléments des deux marques de tracteurs.

Face à l'immensité du chantier qui s'est ouvert le 1er février, les dirigeants se fixent l'objectif *«de maintenir, dans un premier temps -3 ans- notre niveau d'activité»*. Des ambitions beaucoup plus conquérantes sont affichées à l'horizon 2030, tant pour Mecavista que pour ManutOne. *«Nous ne sommes pas dans la surenchère. Notre approche est sage, structurée, et structurante. Elle s'inscrit dans notre volonté de transformer l'ensemble de nos activités, toujours au service de nos adhérents»* poursuit Pierre-Antoine Ferru, en rappelant ses trois mots fétiches *«proximité, service, compétitivité»*.

Jean-Luc MASSON

NÉONICOTINOÏDES

Manifestation à Paris le 8 février

La FNSEA Grand Bassin parisien, la CGB (betteraviers) et plusieurs fédérations départementales et régionales des Jeunes agriculteurs (JA) ont précisé la date de leur manifestation parisienne. La *«mobilisation syndicale»* est prévue le 8 février. Ces syndicats se mobilisent pour *«sauvegarder (…) l'autosuffisance alimentaire»* de la France, à l'heure où *«les importations frôlent les 50 % pour alimenter les assiettes françaises»*. Selon ces organisations syndicales, *«la remise en cause quotidienne»* de leurs *«moyens de production»* conduit à *«l'effritement d'une agriculture économiquement viable»* en France.

INSTALLATIONS

Un déséquilibre de 15 % d'ici 2030

Dans son exercice de prospective décennal paru en mars 2022, la direction des statistiques (DARES) du ministère de l'Emploi prévoit que les métiers d'agriculteurs-éleveurs-sylviculteurs pourraient souffrir d'un déséquilibre de 15 % entre les besoins de recrutements et les «jeunes débutants» disponibles.

Sur 450.000 personnes en 2019, 40 % partiraient en retraite d'ici 2030, 5 % d'emplois auraient disparu, et 21 % de l'emploi seraient pourvus, d'après les flux de jeunes en sortie formation. Un déficit similaire (10 %) est observé dans la catégorie maraîchers, viticulteurs, jardiniers.

Une situation à l'image de l'ensemble de l'économie : tous secteurs, l'étude projette un manque de 5 % entre les besoins et les jeunes disponibles. *«Si dans de nombreux métiers à forte mobilité sortante, les déséquilibres anticipés sont plutôt faibles ou négatifs, certains comme les agriculteurs ont de forts besoins de recrutement et sont peu attractifs pour les jeunes débutants,* note la DARES. *Les sorties du métier devraient accentuer encore le nombre de postes non pourvus si aucune action n'est entreprise pour renforcer l'attractivité du métier»*.

Dans une version régionalisée de cette étude parue le 20 janvier, France Stratégie note des déséquilibres plus élevés *«dans les deux premières régions agricoles de France, la Nouvelle-Aquitaine et la Bretagne, mais également dans les régions viticoles de Bourgogne-Franche-Comté et du Grand Est (Champagne)»*.